



HAL
open science

Elections régionales 2004 : jeux d'échelles entre local, régional et national. L'enseignement des cartes de France par canton

Céline Colange, Michel Bussi, Jérôme Fourquet, Jean-Paul Gosset

► **To cite this version:**

Céline Colange, Michel Bussi, Jérôme Fourquet, Jean-Paul Gosset. Elections régionales 2004 : jeux d'échelles entre local, régional et national. L'enseignement des cartes de France par canton. *Cybergeo : Revue européenne de géographie / European journal of geography*, 2004. halshs-04558739

HAL Id: halshs-04558739

<https://shs.hal.science/halshs-04558739>

Submitted on 25 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License



Cybergeo : revue européenne de géographie / European journal of geography

Revue fondée en 1996 / Journal founded in 1996
Débats

Elections régionales 2004 : jeux d'échelles entre local, régional et national. L'enseignement des cartes de France par canton

Michel Bussi, Céline Colange, Jean-Paul Gosset et Jérôme Fourquet



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cybergeo/3333>
ISSN : 1278-3366

Éditeur

UMR 8504 Géographie-cités

Ce document vous est offert par Université de Rouen Normandie – Bibliothèque Universitaire



Référence électronique

Michel Bussi, Céline Colange, Jean-Paul Gosset et Jérôme Fourquet, « Elections régionales 2004 : jeux d'échelles entre local, régional et national. L'enseignement des cartes de France par canton », *Cybergeo: European Journal of Geography* [En ligne], Débats, Elections en France, mis en ligne le 25 mars 2004, consulté le 14 février 2024. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/3333>

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2023.



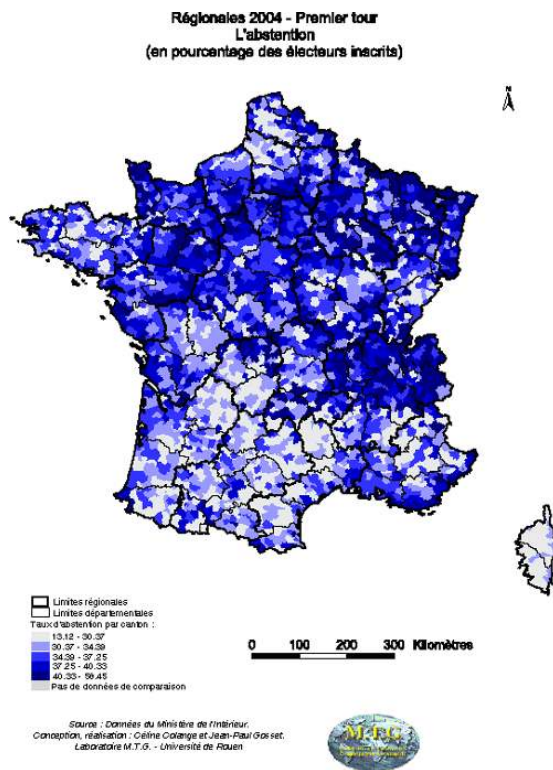
Le texte seul est utilisable sous licence CC BY 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Elections régionales 2004 : jeux d'échelles entre local, régional et national. L'enseignement des cartes de France par canton

Michel Bussi, Céline Colange, Jean-Paul Gosset et Jérôme Fourquet

- 1 Les élections de mars 2004 relèvent-elles principalement d'un enjeu national ou d'un enjeu régional ? Selon le modèle de "l'élection intermédiaire" de Jean-Luc Parodi, elles dépendraient avant tout d'un enjeu national. Mais depuis l'élaboration de ce modèle, les régions ont gagné en puissance et le débat sur la régionalisation gagné en consistance.
- 2 Les échelles nationales et régionales ne sont pas les seules à l'oeuvre. Les cartes de ce dossier mettent également en évidence l'importance des enjeux départementaux, renforcés par les effets d'un mode de scrutin complexe, où les listes régionales sont divisées en sections départementales, emmenées par des têtes de listes différentes. Observer les élections régionales à l'échelle régionale ou départementale ne permet donc que de mesurer le poids de ces personnalités départementales et régionales, en les comparant aux grandes tendances macro-régionales. Mais une telle échelle interdit d'appréhender les logiques infra-départementales. Pourtant, il est indispensable de repérer si les logiques départementales/régionales sont complexifiées par d'autres effets, qui ne s'observent qu'à des échelles plus fines : les logiques rurales/urbaines/périurbaines ; les effets de discontinuités (vallées-plateaux, littoral-arrière pays...) ; des effets transfrontaliers qui s'étaleraient sur plusieurs départements ou régions voisins.
- 3 En d'autres termes, les cartes de France à l'échelle cantonale permettent d'approcher une vision "continue" de l'espace politique, alors que les cartes régionales ou départementales n'en proposent qu'une vision "discrète", qui rend alors les comparaisons avec des variables socio-économiques particulièrement hasardeuses.

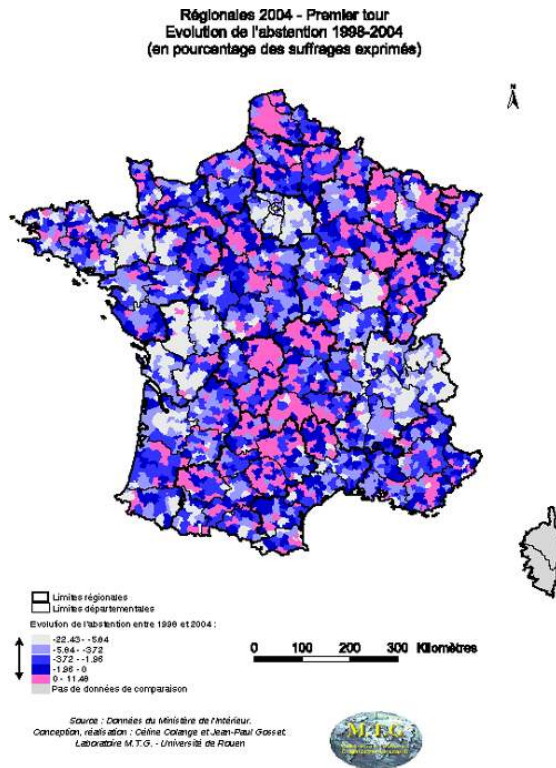
L'abstention : vers une nouvelle géographie du civisme ?



La régionalisation : un enjeu enfin politisé ?

- 4 La remontée de la participation, après une chute spectaculaire lors des élections régionales de 1992 et de 1998 (- 10 points à chaque fois), a constitué "l'heureuse surprise" du premier tour de 2004. Les explications avancées ont pu être multiples. Parmi elles, on peut penser que l'enjeu régional, il y a encore 6 ans, apparaissait encore comme consensuel et non partisan. Il opposait éventuellement les jacobins aux décentralisateurs, que l'on trouvait autant à droite qu'à gauche. La reprise à son compte par Raffarin de la thématique de la régionalisation et plus globalement de la décentralisation, a entraîné ce débat sur un terrain nouveau : celui du maintien d'un service public national et des fonctions régaliennes de l'Etat contre une "décentralisation", associée dès lors à une mise en concurrence libérale des territoires. Nombre de manifestations, en particulier dans le service public, ont eu pour cible cette forme de "décentralisation". Les partisans d'une autre décentralisation (les "alterlocalistes" ?), autour des arguments de la démocratie participative et du développement solidaire local, ont peiné à se faire entendre. Pour le dire autrement, la décentralisation est devenu un enjeu politique. La plupart des citoyens admettent désormais qu'une gestion régionale ou départementale peut être de gauche ou de droite, et non simplement "consensuelle" et "de bon sens"...

Anciens et nouveaux territoires civiques

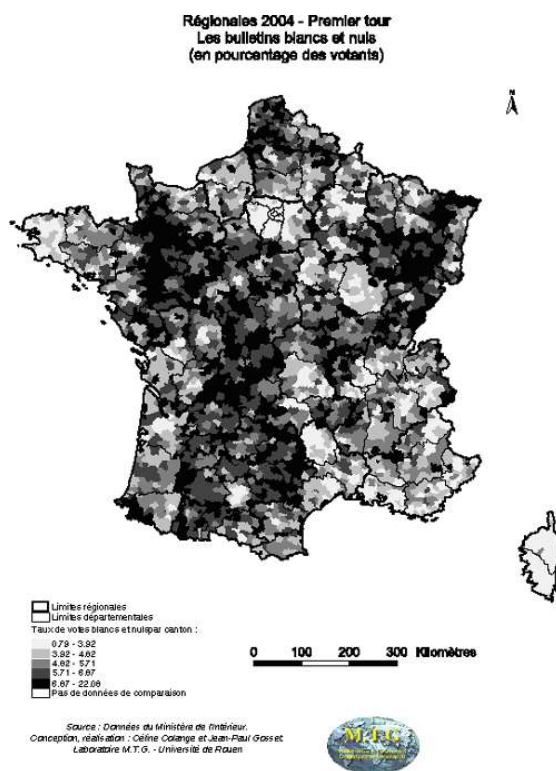


- 5 La carte de l'abstention fait tout d'abord apparaître une figure connue de longue date : le "losange" du civisme, avec pour sommets le pays basque, la Haute-Vienne, la Lozère et les Pyrénées-Orientales (carte 1), associée à une longue tradition de participation dans les terres radicales. Néanmoins, et cela semble une nouveauté, entre 1998 et 2002, l'abstention a parfois plus progressé qu'ailleurs en France dans ce « losange du civisme » (carte 2).
- 6 Les espaces où l'abstention a le plus reculé relèvent de logiques multiples. La plus spectaculaire est la montée de la participation dans les espaces urbains et périurbains. C'est le cas de façon très significative dans toute l'Ile de France ; c'est également le cas pour Lyon et sa périphérie, et pour la plupart des capitales régionales : Bordeaux, Toulouse, Nantes, Strasbourg, Rouen, Caen... On retrouve cette progression de la participation de manière nette dans certaines agglomérations, telles celles de l'ouest (Rennes, Angers...) : soient celles qui s'étaient le plus mobilisées entre les deux tours des dernières élections présidentielles, et où le Front national avait le plus reculé. Incontestablement, ce retour de la participation s'inscrit dans le même courant que celui du "sursaut citoyen" de l'entre deux tours des présidentielles : il concerne en grande partie la même France citadine et périurbaine, jeune et diplômée, particulièrement représentée dans l'Ouest urbain.
- 7 L'abstention, à l'inverse, a continué d'augmenter, certes modérément, dans des espaces ruraux isolés ou en récession : Creuse, Allier, Aveyron... Parfois, les nouveaux espaces civiques décrits ci dessus jouxtes ceux qui peuvent être considérés comme « relégués », et l'évolution de l'abstention peut alors devenir un indicateur de l'intégration ou de la marginalisation spatiale ressentie par les habitants : par exemple, en Ile de France, l'abstention n'a progressé que dans certains cantons de la Seine-Saint-Denis ; en Lorraine,

l'abstention stagne ou progresse partout, mis à part dans les pôles nancéen et messin et le sillon mosellan.

- 8 La carte de la participation s'explique également par l'intensité des enjeux politiques. Le cas de Poitou-Charentes est exemplaire. La participation y progresse presque partout, et de façon très significative (mis-à-part quelques cantons en Charente) : les projecteurs médiatiques nationaux braqués sur cette région fournissent une explication commode. On voterait plus pour un lieu dont on parle beaucoup, selon le même principe qu'on consommerait davantage un produit que les publicitaires nous montrent souvent. Le même phénomène avait pu être observé à Paris en 2001 pour les élections municipales.
- 9 Enfin, la participation semble monter lorsque des élus se revendiquent directement "d'un fief", et comptent alors sur une mobilisation maximale des habitants de ce fief pour obtenir une audience plus large, départementale voire régionale. Dans ce cas de figure, il semble que des abstentionnistes habituels se laissent séduire par la présence d'un "champion local", qui sollicite moins un soutien partisan qu'un soutien territorial. Les candidats de l'UDF ont su en particulier provoquer cet effet, par exemple dans l'ouest de l'Eure pour Morin ou en Côte d'Or pour Sauvadet.

Les bulletins blancs et nuls



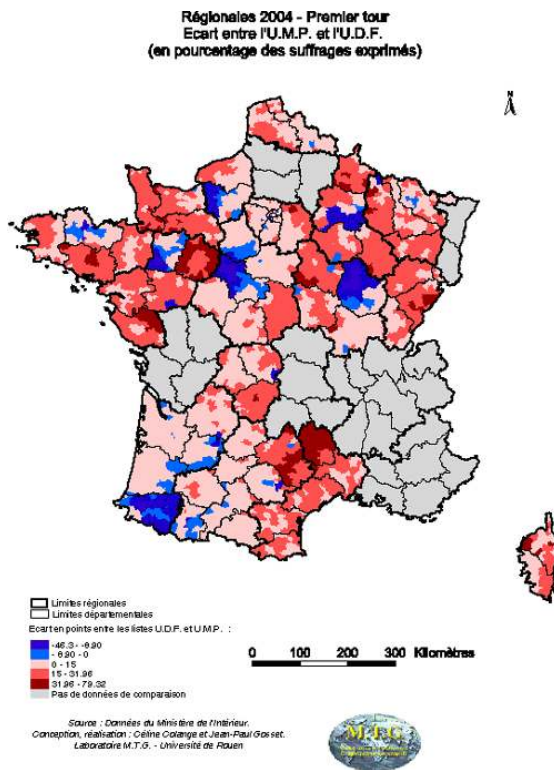
- 10 Selon une loi récente, les bulletins blancs et nuls devaient être comptabilisés séparément en 2004. Ce ne sera pas encore le cas cette fois. Il faut donc se contenter de la carte qui cumule les bulletins blancs et nuls (carte 3). Le hasard n'a toujours rien à faire dans cette carte ! Malgré le faible nombre de bulletins blancs et nuls, leur répartition reste plus stable que la plupart des courants politiques. On continue de voter beaucoup "blanc" dans les cantons soit très à droite (nord ouest, est) soit très à gauche (sud ouest). Dans un village où un courant politique est hégémonique, ne pas voter, c'est déjà s'afficher non

anonymement dans l'opposition : le vote « blanc » devient alors une forme d'abstention plus discrète.

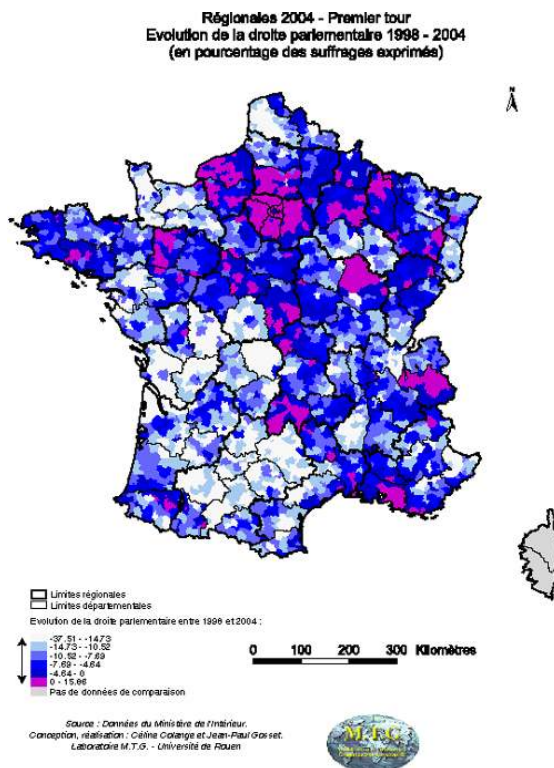
La droite : les effets des primaires...

- 11 Après les élections législatives de 2002 qui lui avait permis de conserver de justesse un groupe à l'Assemblée¹ et après deux ans de soutien critique à l'action gouvernementale, Bayrou avait fait de ces élections régionales un nouveau test de la capacité de l'UDF à exister dans le paysage politique. Si les espoirs d'arriver en tête de la droite en Aquitaine et en Ile-de-France ont été déçus au soir du premier tour, la formation centriste, avec une moyenne de près de 12 % des suffrages contre 23,3 % à l'UMP dans les 15 régions métropolitaines où se déroulaient des primaires, est parvenue à démontrer que l'ensemble de l'électorat de droite ne saurait se reconnaître dans le seul parti chiraquien.
- 12 Le rapport de force au « sein du peuple de droite » s'établit donc à 34 % pour l'UDF contre 66 % pour l'UMP et il est en progression par rapport aux législatives de 2002. Si l'on considère en effet les 134 circonscriptions dans lesquelles se déroulaient des primaires opposant l'UMP à l'UDF en juin 2002, le résultat de cette dernière au premier tour était de 10,8 % contre 28,3 % pour l'UMP et 3,15 % pour les divers droite. Et si sur ces 134 duels, la formation de Bayrou ne devançait l'UMP que dans 12 cas, elle représentait quand même un peu plus de 25 % des suffrages de la droite parlementaire dans ces circonscriptions contre 67 % pour l'UMP et 8 % pour les DVD.
- 13 Ce rapport de force interne à la droite issu du premier tour des régionales est également celui qu'on retrouve actuellement lorsque l'on analyse les réponses à la question de la « proximité politique » dans les enquêtes d'opinion. Comme le montre le graphique suivant², la proportion de sympathisants de droite se disant proches de l'UMP n'a jamais correspondu au niveau cumulé du RPR et de DL avant la création de cette formation. De son côté, l'UDF a fait plus que résister puisque la progression de son audience, engagée lors de la présidentielle, s'est accentuée sur la dernière période pour atteindre aujourd'hui un tiers du « total droite ».

Image4Illustration de ce rapport de force, l'UDF n'arrive en tête de la droite dans aucune des 15 régions soumises à primaires (carte 4). Certaines têtes de liste, fortement implantées localement, parviennent cependant à devancer l'UMP dans leur département respectif. C'est le cas de Sauvadet en Côte d'Or, Gourault dans le Loir-et-Cher, Morin dans l'Eure, Joncour dans les Côtes d'Armor, Arthuis en Mayenne ou bien encore de Bayrou dans les Pyrénées-Atlantiques. Ce dernier vire également en tête de la droite dans le Lot-et-Garonne mais hormis ce cas d'espèce et comme le montre la carte, aucun leader UDF n'est en mesure de s'imposer hors des limites de son département. On décèle bien que Gourault est première dans certains cantons d'Eure-et-Loir mais cela n'a pas été suffisant pour devancer l'UMP sur l'ensemble du département. Plus préoccupant, au sein même de leur propre département, certaines têtes de listes centristes sont parfois devancées. Le nord de la Mayenne échappe ainsi à Arthuis, l'est de l'Eure à Morin et le sud de la Côte d'Or à Sauvadet. De la même façon, si Joncour est en tête de la droite dans les Côtes-d'Armor, son avance se concentre uniquement sur l'aire d'influence de Saint-Brieuc dont il est maire, les cantons périphériques plaçant la liste de Rohan en tête.



Les primaires : une bonne opération pour la droite ?



- 14 Dans ses commentaires à chaud des résultats du premier tour, Bayrou a défendu l'idée selon laquelle les primaires avaient permis à la droite de limiter son recul ou de gagner du terrain alors qu'à l'inverse, dans les régions où UMP et UDF avaient constitué des listes

communes, les pertes de la droite avaient été amplifiées. La carte de l'évolution 1998-2004 du total droite (carte 5) semble confirmer que dans les régions qui ont fait l'objet d'une primaire disputée, la droite progresse : c'est en particulier le cas en Ile de France et en Haute-Normandie.

15 L'analyse et la comparaison des résultats viennent partiellement valider cette hypothèse.

16 **1998-2004 : l'évolution du score de la droite selon la configuration de premier tour**

	Régionales 1998	Régionales 2004	Evolution
Régions avec primaires	36,1 %	35,5 %	- 0,6
Régions avec listes d'union	34 %	31,6 %	- 2,4
France métropolitaine	35,5 %	34,4 %	- 1,1

17 Comme le montre le tableau ci-dessus, on s'aperçoit en effet que le recul est plus prononcé (-2,4 points) dans les régions à liste d'union, avec des pertes importantes en Poitou-Charentes (-6,6) ou Rhône-Alpes (-3,7) par exemple. A l'inverse, la concurrence entre les deux listes de droite a permis de contenir le recul (-0,6). Des différences notables apparaissent cependant entre les régions. Si les primaires se sont traduites par un progrès de la droite en Ile-de-France (+3,4), Aquitaine (+2,7) ou Haute-Normandie (+2,2), elles n'ont pu empêcher les revers dans le Centre (-2,9), en Basse-Normandie (-3,2), dans le Nord-Pas-de-Calais (-3,8) ou bien encore en Midi-Pyrénées (-9,4)...

18 Si l'on revient deux ans en arrière, il ne semble pas que ces primaires aient été, sur un plan strictement électoral, très néfastes pour la droite. Lors des législatives de 2002, la division ne s'est pas traduite en effet par un effondrement, même si l'on ne peut pas dire non plus que l'offre élargie ait permis de « ratisser plus large » à l'époque.

19 **Législatives 2002 : Scores des droites selon la configuration de premier tour**

	Circonscriptions avec primaires UDF/UMP	Circonscriptions sans primaires UDF/UMP	France entière
Total droite	42,25 %	44 %	43,6 %

20 Le total des voix de la droite parlementaire en primaire était inférieur de 1,8 point au score obtenu en cas de candidature unique. Mais si l'on considère les résultats du premier tour de la présidentielle, on constate que la droite obtenait 32,9 % dans les 134 circonscriptions qui virent des primaires aux législatives contre 33,9 % dans les autres circonscriptions (écart structurel d'un point). « L'effet primaire » était donc plus limité et s'établissait en fait plutôt autour de 0,8 point en moins seulement, une fois ôté l'effet structurel.

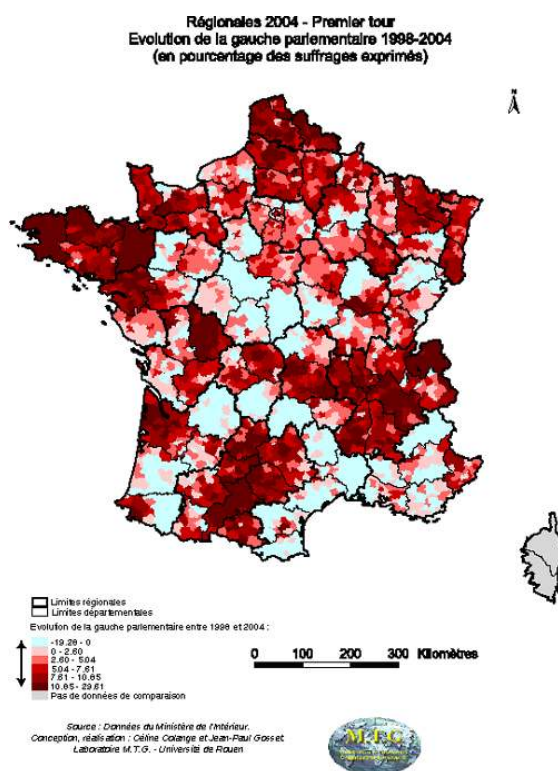
21 Si le choix des primaires, associé à la politique de « soutien critique » au gouvernement, n'ont pas produit d'effets électoraux désastreux au premier tour des régionales, quel en

sera l'impact au second ? On touche là aux limites de la stratégie d'affirmation identitaire de Bayrou. Car s'il a su habilement maintenir la marque UDF face à l'hégémonie de l'UMP, il a construit en partie sa popularité sur le mécontentement vis à vis du gouvernement (la cote du premier Ministre parmi les sympathisants UDF était à peine de 50 % à la veille des élections³).

- 22 L'analyse, au soir du second tour, des reports des électeurs centristes sur les listes d'union UDF/UMP (constituées dans la douleur) permettra de mesurer ce qui, entre refus d'un exécutif de gauche à la région et griefs nationaux contre la politique gouvernementale, l'a finalement emporté.

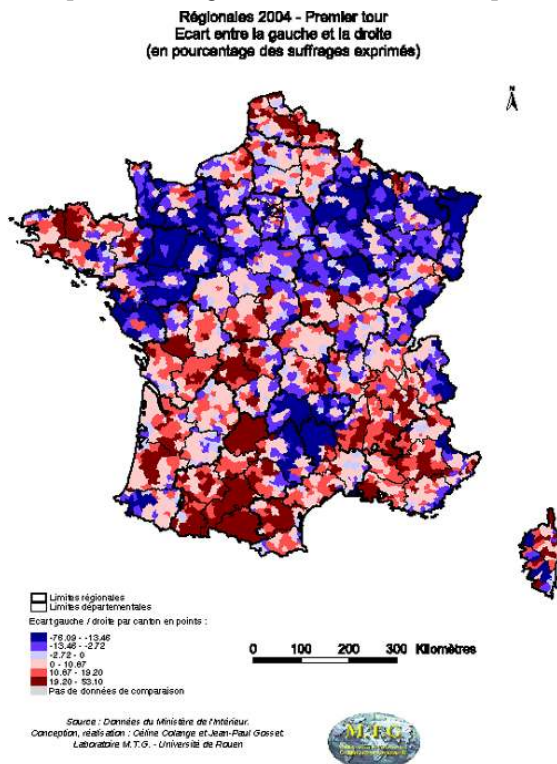
Le rapport droite/gauche

La progression de la gauche



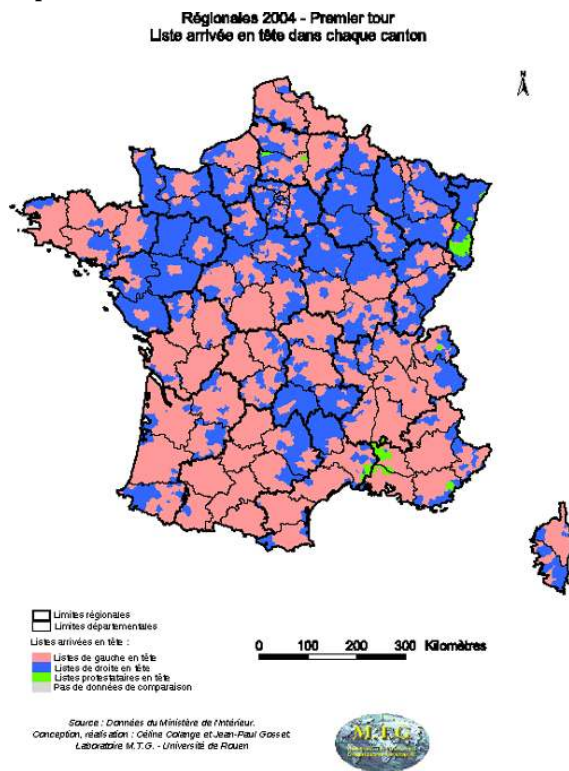
- 23 Si la gauche a progressé entre 1998 et 2002, cette progression n'a pas été uniforme. La carte par canton (carte 6) permet de vérifier à la fois le poids des impacts régionaux, mais aussi et surtout des impacts départementaux. Dans les régions où la gauche progresse nettement, il existe toujours au moins un département qui entraîne davantage l'ensemble de la région : c'est le cas pour la Haute-Garonne en Midi-Pyrénées, pour la Vienne et les Deux-Sèvres en Poitou-Charente, pour la Savoie en Rhône-Alpes, pour l'Ille et Vilaine et le Finistère en Bretagne... Le plus souvent, il s'agit de celui de la tête de liste ou la tête de liste départementale est aussi la tête de liste régionale : comme si certains habitants, motivés un sentiment le fierté de voir une tête de liste régionale être issue de leur département (et potentiellement devenir président de région), décidaient alors de voter pour lui.

- 24 Il semble également exister un parallèle assez net entre le recul de la gauche et les progrès de l'UDF : sans doute, lorsqu'il existe une offre UDF crédible, celle-ci a su capter une partie du vote sanction envers le gouvernement Raffarin, qui ailleurs part vers les listes socialistes ou d'union de la gauche. De tels "transferts de voix" s'observent en Languedoc-Roussillon, en Mayenne, dans les Pyrénées Atlantiques, dans la Marne, dans le Vendomois, autour de Vitry-le-François... Si cette hypothèse était vérifiée, cela signifierait qu'une partie des électeurs de l'UDF ne se retrouverait pas dans les listes fusionnées UMP-UDF du deuxième tour, et pourraient s'abstenir ou se diriger vers la gauche. A un niveau moindre, l'existence de listes CPNT, non présentes ou moins présentes qu'en 1998, rognent également des voix à la gauche parlementaire (comme par exemple en Dordogne, ou dans les Hautes-Alpes)...

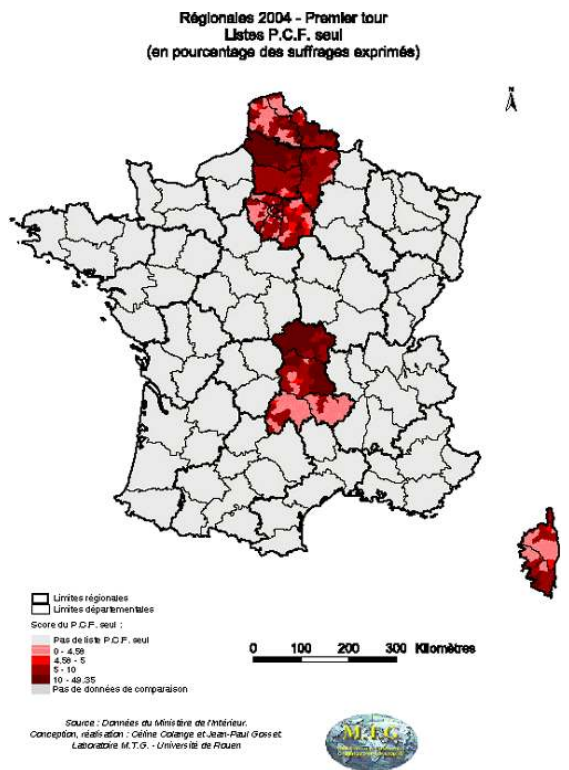


- 25 La carte du rapport gauche/droite (carte 7) ou du "bloc" arrivé en tête (gauche, droite ou protestataire) divise l'espace français de façon spectaculaire (carte 8). Du fait des progrès de la droite en Ile de France, une "bande horizontale" de droite apparaît de la Mayenne à l'Alsace : on y retrouve un bloc d'une trentaine de départements où le score du « total droite » s'impose devant le score du "total gauche". Cette "bande bleue" est bloquée à l'Ouest par Rennes, Nantes, et leurs périphéries, remparts d'une Bretagne plus à gauche. Le nord de cette ligne semble par contre subir les effets de ces progrès de la droite : c'est nettement le cas dans l'Eure, dans l'Oise, et une partie de la Seine-Maritime, régions traditionnellement de gauche, mais qui le semblent moins en 2004. Le sud de la France reste à l'inverse presque uniformément à gauche, mis à part les grands Causses entre Haute-Loire, Lozère et Aveyron, et des zones sous l'influence de quelques têtes de listes, qui parviennent à rallier sur leur nom quelques cantons contigus, mais jamais des territoires plus vastes. Les partis protestataires (principalement le Front national) parviennent rarement en tête : on retrouve simplement quelques cantons dans le sud de l'Alsace ou dans la basse vallée du Rhône. Mais en aucun cas, le bloc protestataire d'extrême droite ne semble capable de parvenir en tête dans un second tour en cas

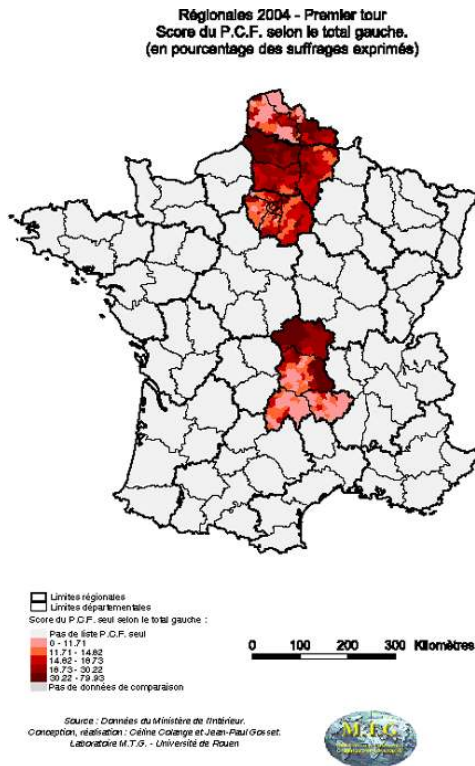
d'union de la droite et d'union de la gauche : ni dans une région, ni même dans un département, ni même dans un arrondissement...



Les implantations locales du parti communiste



- 26 Dans les quatre régions où il avait choisi de se présenter seul au premier tour des régionales, le parti communiste a réussi à nettement améliorer les résultats obtenus deux ans auparavant lors de la présidentielle (carte 9 et carte 10).



- 27 Evolution des résultats du PC entre 2002 et 2004 :

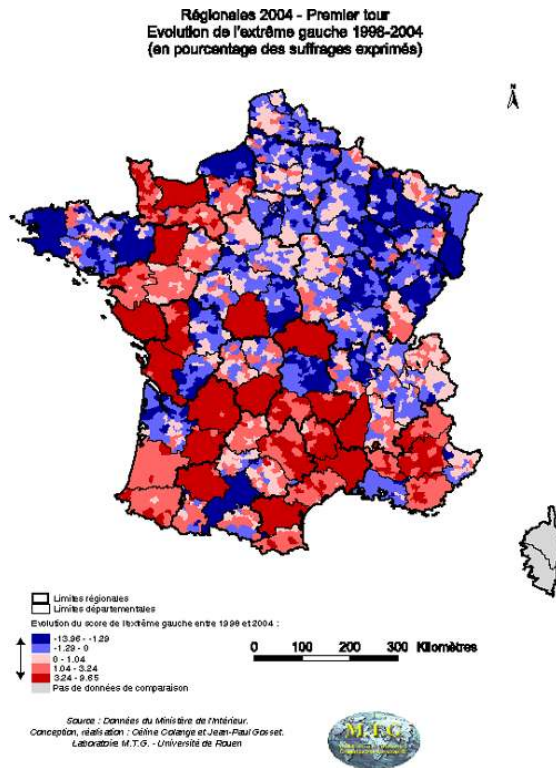
Régions	Présidentielle 2002	Régionales 2004	Evolution
Picardie	3,9 %	10,9 %	+ 7
Nord-Pas-de-Calais	5,1 %	10,7 %	+5,6
Auvergne	4,5 %	9,2 %	+4,9
Ile-de-France	3,6 %	7,2 %	+3,6

- 28 Cette remontée du score s'est accompagnée d'une progression du nombre d'électeurs alors même que le taux d'abstention aux régionales a été plus fort que lors du premier tour de la présidentielle. Le PC regagne ainsi 48 000 électeurs en Picardie, 76 000 dans le Nord-Pas-de-Calais, 122 000 en Ile-de-France et 22 000 en Auvergne, région moins peuplée. Fort de ces gains, le Parti est donc parvenu, d'une part, à franchir la barre des 5 % et a pu fusionner avec les listes de gauche non communistes et, d'autre part, à devancer l'extrême-gauche dans tous les départements, exception faite de la Haute-Loire.
- 29 Hormis le contexte général marqué par une progression de la gauche et une volonté de sanctionner le gouvernement, les bonnes performances du PC lors de ces régionales s'explique d'abord par une forte capacité à mobiliser son électorat dans ses fiefs

historiques. Ce phénomène a été renforcé de surcroît la plupart du temps par l'équation personnelle des têtes de liste.

- 30 En Picardie, Gremetz atteint ainsi 16,7 % dans son département de la Somme, contre 8,7 % dans l'Aisne et 7,5 % dans l'Oise. Dans son fief de la Somme, il obtient de bons résultats d'abord dans sa circonscription. Mais c'est également le cas dans le Vimeu industriel, où le PC compte des élus (canton de Friville-Escarbotin notamment) ainsi que sur le littoral et dans la baie de Somme, où l'absence d'une liste CPNT a permis à Gremetz de ramener au Parti nombre d'ouvriers ruraux, adeptes de la chasse au gibier d'eau. Dans les deux autres départements, la liste PC a trouvé des points d'appui dans des zones acquises de longue date. Il s'agit dans l'Oise de Montataire, Méru ou bien encore du canton de Ribécourt-Dreslincourt, dont l'ex-député Carvalho est conseiller général. Dans l'Aisne, les plus forts votes communistes se localisent traditionnellement dans le nord-ouest du département (Bassin de Chauny-Tergnier, Saint-Quentinois).
- 31 Dans le Nord-Pas-de-Calais, le département du Nord, dont Bocquet est l' élu, offre 11,3 % de ses voix au PC contre 9,7 % pour le Pas-de-Calais. Au sein de ces deux départements, la géographie des résultats est très contrastée et le score moyen dépend en grande partie des pourcentages élevés concentrés sur certains territoires. Dans le Nord, la liste PC obtient ainsi des scores très importants dans l'ouest du valenciennois et notamment à Saint-Amand (55 %), ville dont Bocquet est le maire, mais aussi à Raismes (57%) ou bien encore Vieux-Condé (36,5 %). Dans le bassin minier et le douaisis/denaisis, où le PC conserve des mairies et des postes de conseillers généraux, les pourcentages sont également bien supérieurs à la moyenne : 21 % à Marchiennes, 24 % à Bouchain et à Condé, 27 % à Denain et 33 % à Anzin. En revanche dans le sud du département, les résultats sont moins favorables : 13,5 % à Valenciennes, 9 % à Maubeuge tout comme dans le métropole lilloise (autour de 5 %) ou à Dunkerque (4 %).
- 32 Dans le Pas-de-Calais, la liste a également pu s'appuyer sur des fiefs anciens, même si les scores y sont moins forts que dans le Nord (où Bocquet a semble- t il bénéficié d'une prime personnelle) : 32 % à Avion, 23 % à Auchel, 21 % à Carvin et Harnes et près de 20 % à Calais contre 7 % seulement à Boulogne-sur-Mer.
- 33 La permanence d'une implantation communiste ancienne et l'ancrage local de la tête de liste explique également le vote PC en Auvergne. L'Allier (14,7 %), bastion du communisme rural et le Puy-de-Dôme (9,5 %), seul département où le PC a conquis un siège de député en juin 2002 en la personne de Chassaigne, tête de liste aux régionales, ont nettement plus voté que le Cantal ou la Haute-Loire. Dans l'Allier, où le PC détient 8 cantons, les meilleurs résultats sont enregistrés dans l'ouest du département dans la région de Montluçon (circonscription de Goldberg) et dans le bocage bourbonnais (circonscription de Saint-Pourçain, ancien fief de Lajoinie perdu en 2002). A l'inverse, l'est du département où la droite et les socialistes sont plus puissants a moins voté PC. Dans le Puy-de-Dôme, les résultats les plus hauts sont obtenus dans les cantons orientaux du département, qui forment la circonscription dont la tête de liste régionale est l' élu. On remarque également des scores élevés dans le nord-ouest du département, culturellement et sociologiquement proche des "campagnes rouges" de l'Allier.
- 34 En Ile-de-France enfin, les résultats régionaux sont tirés par les scores de deux conseils généraux à direction communiste le Val de Marne (10,4 %) et surtout la Seine-Saint-Denis (14,3 %), dont Buffet est élue.

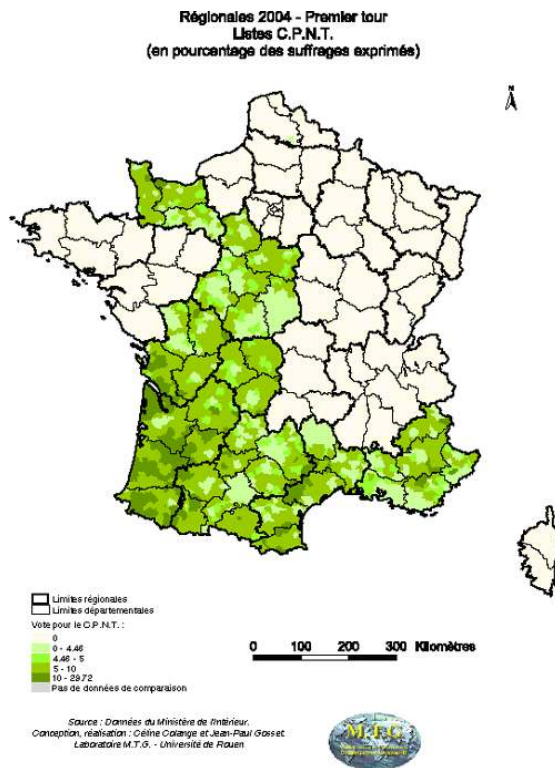
L'extrême gauche



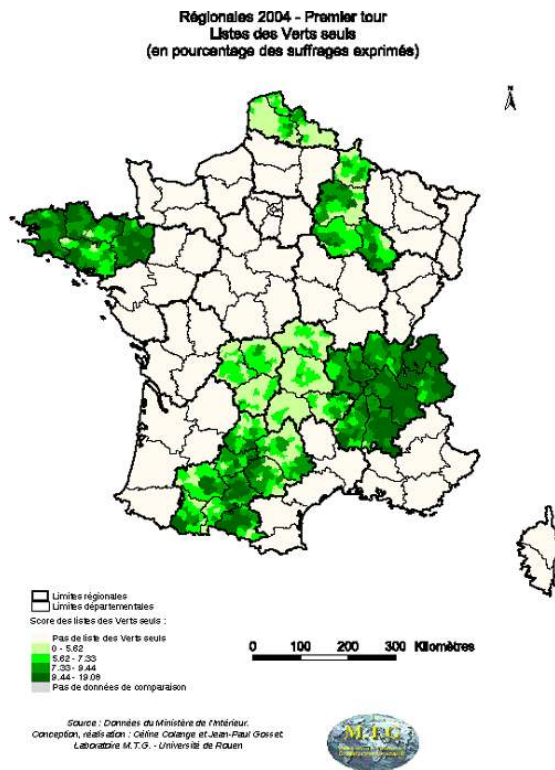
- 35 L'extrême gauche était présente partout en France en 2004, mais n'a pas étendu son audience électorale (carte 11). Globalement, par rapport à 1998, elle semble mieux résister dans le sud de la France que dans le nord. Les cartes en 2002⁴ avaient pu montrer que le Sud semblait plus attaché à "Besancenot", et le nord davantage à "Laguiller". L'extrême gauche semble avoir le plus reculé dans le quart nord-est de la France, où il s'appuie surtout sur un électorat sociologiquement favorable (chômage, population ouvrière...). Il résiste mieux dans le sud français, où la protestation de gauche appartient davantage à une tradition culturelle. La forte "départementalisation" des progrès de l'extrême gauche s'explique par le fait qu'en 1998, il n'y avait pas de candidats d'extrême gauche dans certains départements.

Les Verts et le CPNT

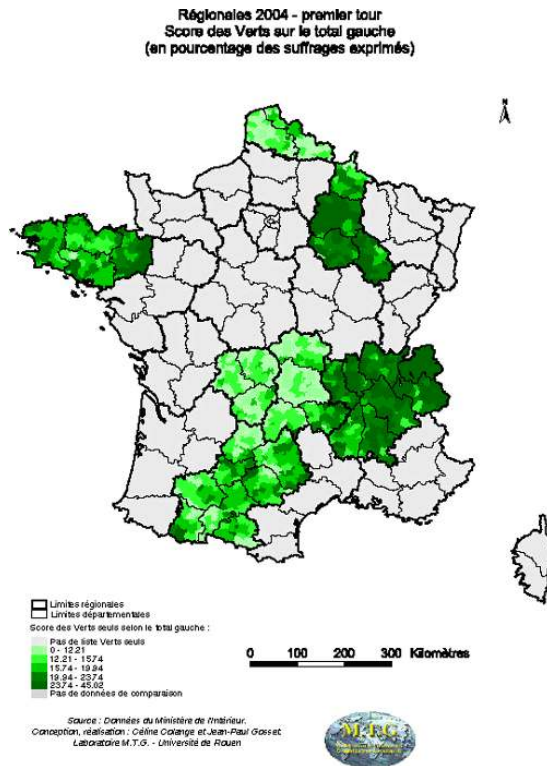
- 36 Si les politistes tendent à comparer le CPNT au Front national (il est vrai que leurs électors apparaissent proches sociologiquement), les géographes préfèrent comparer écologistes et CPNT, qui s'opposent géographiquement sur un clivage urbain-rural⁵. Hélas, pour les élections régionales de 2004, il est impossible de comparer CPNT et Verts. Le CPNT se présentait dans 8 régions, les Verts dans 7 régions, mais les deux listes ne s'affrontaient que dans deux régions, le Limousin et Midi-Pyrénées. Incontestablement, pour ces petites listes (Verts, CPNT, extrême gauche), les nouveaux seuils de maintien au second tour (10%) et surtout le comptage par région des suffrages obtenus, rend presque impossible leur représentation au conseil régional en cas d'isolement politique (en 1998, le CPNT et l'extrême gauche avaient franchi la barre des 5% dans certains départements et avaient ainsi obtenus des élus régionaux).



- 37 Le score du CPNT demeure stable dans les régions où il se présente (carte 12) : 7,2% en Aquitaine pour Saint-Josse, 5% en Languedoc-Roussillon et en Basse-Normandie... Son score reste supérieur à 10% dans le Médoc, dans l'Armagnac, le Verdon, le Haut-Languedoc...Cet électorat constitue en zone rurale une réserve certaine de voix pour le Front national : lorsqu'il n'y a pas de listes CPNT, comme en Picardie, le Front national progresse sensiblement. Par ailleurs, la diffusion du CPNT dans l'ensemble du monde rural, en dehors du strict enjeu de la chasse, se poursuit. Le CPNT semble avoir survécu à son étiage électoral des législatives de 2002, et pouvoir aborder avec assurance le scrutin qui l'a fait connaître, sur lequel son discours est le plus adapté, et sur lequel il espère « franchir un pallier électoral » : les élections européennes.

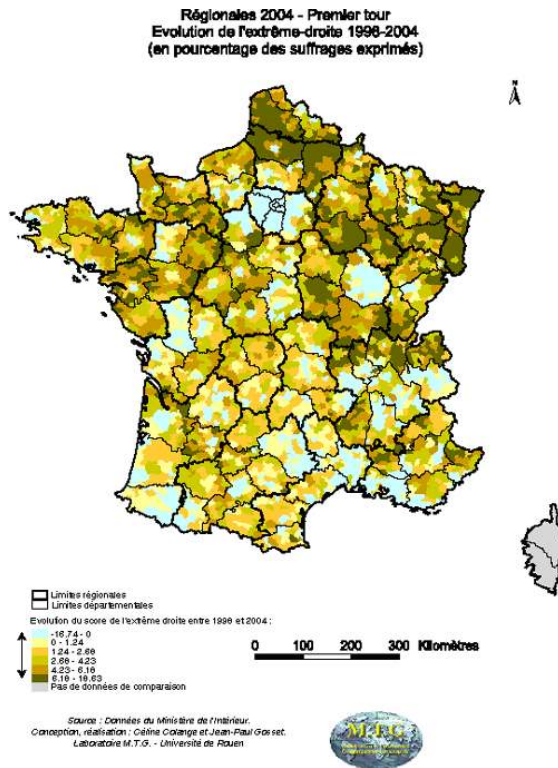


- 38 A l'inverse, le score des Verts est très variable selon les régions (carte 13). Peu influent dans le Nord-Pas de Calais en dehors des villes, faiblement implanté dans le Limousin et l'Auvergne, il réalise a contrario de forts scores en Bretagne, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes : ces résultats semblent assez homogènes sur l'ensemble de chaque territoire régional, et sortir du cadre strictement urbain. Le pourcentage que représente les voix vertes sur le total gauche (carte 14) accentue encore ce phénomène en Bretagne, Midi-Pyrénées et Lorraine. Les Verts représentent fréquemment plus de 25% des voix de gauche, en particulier dans la Marne, l'Île et Vilaine, les deux Savoies... La stratégie de primaire (compter à part ses voix) semble avoir été payante dans la plupart des régions où les Verts ont choisis de partir seul : ils savent combien ils sont (et, « question subsidiaire », où ils sont...).

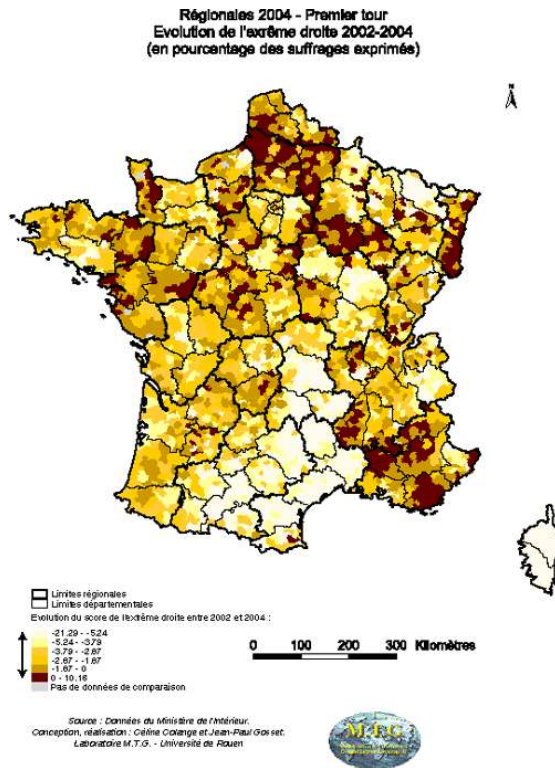


Front national : progression, diffusion, banalisation

- 39 Le score du Front national continue de progresser par rapport aux régionales de 1998. Comparer directement son score à celui des présidentielles de 2002, et constater sa stagnation serait une erreur, puisque le Front national réalise toujours de meilleurs scores lors des scrutins nationaux. A "scrutins comparables", l'extrême-droite continue de gagner des électeurs en France ! Au vu de la division progressive des autres courants politiques (droite et gauche plurielle), on pourrait « tranquillement » se diriger vers une élection où le Front national (une liste ou un candidat) arrivera en tête à l'issue du premier tour d'un scrutin national.
- 40 Si l'extrême-droite confirme son implantation traditionnelle, avec des zones de force concentrées à l'est d'une diagonale, le Havre-Valence-Perpignan, les évolutions à l'œuvre depuis la présidentielle de 2002 se poursuivent puisque le FN est aujourd'hui en mesure de se maintenir dans 17 régions métropolitaines sur 22.



- 41 Première tendance lourde, la « nationalisation » de ce vote et son développement dans des territoires jusqu'à présent peu réceptifs (carte 15). On assiste en effet à une diffusion et une progression en zone rurale⁶ et notamment dans les cantons excentrés et périphériques. C'est le cas par exemple dans l'Orne, la Loire-Atlantique, les Côtes d'Armor, l'Ille et Vilaine, l'Ardèche, la Haute-Garonne, la Nièvre, la Saône et Loire, le Limousin, soient autant de zones où le Front national n'avait guère percé jusqu'à présent. Dans la plupart de ces départements, la progression est de plus limitée ou nulle dans le chef lieu mais prend de l'ampleur au fur et à mesure que l'on gagne les marges du département. Le clivage urbain/rural déjà repéré lors de la présidentielle perdure donc aujourd'hui.
- 42 Parallèlement, on observe un renforcement dans certaines zones de force de l'extrême-droite : Alsace, Vosges, Aube, Vaucluse, Alpes-Maritimes. Se poursuit également l'implantation et la diffusion dans la grande couronne francilienne élargie avec des scores à la hausse dans la Sarthe, l'Orne, le Loir-et-Cher, l'Aube, l'Aisne.
- 43 Il semble que l'absence de liste CPNT dans certains endroits ait profité au Front national notamment dans la Somme, le Pas-de-Calais ou dans l'Aisne. A l'inverse, la candidature de certains ténors UDF, critiques à l'égard du gouvernement, a selon toute vraisemblance contenu ou fait reculer l'extrême-droite dans leur fief départementaux. C'est le cas de Sauvadet en Côte d'Or, Godfrain dans l'Aveyron, Arthuis en Mayenne, Bayrou en Pyrénées-Atlantiques et dans une certaine mesure de Santini en Ile de France, même si d'autres facteurs rentrent en ligne de compte pour cette région.
- 44 Autre tendance à signaler, on constate que des territoires particulièrement exposés aux délocalisations et aux plans sociaux voient le Front national progresser entre 1998 et 2004. C'est le cas dans le Pas-de-Calais, l'Aisne, la Haute Marne ou bien encore le Centre-Bretagne, touché par la crise du secteur agro-alimentaire.



- 45 Enfin, lorsque l'on compare les scores de l'extrême-droite aux régionales de 2004 avec ceux de la présidentielle de 2002, on remarque globalement les mêmes évolutions que rapport à 1998 (carte 16). Quelques différences apparaissent cependant. On observe tout d'abord que sur une vaste diagonale allant du Puy-de-Dôme à l'Ariège et la Haute-Garonne en passant par l'Aude et l'Hérault, le Front national recule sensiblement par rapport à avril 2002. Les observateurs avaient à l'époque souligné cette forte progression dans les terres socialistes du Midi et dans les zones conservatrices du sud du Massif Central, il semble que cette poussée ait été partiellement enrayée (ce qui expliquerait notamment le fort score de la gauche en Midi-Pyrénées). Dans le même ordre d'idée, on constate un repli significatif en Moselle. A l'inverse, en l'absence de CPNT, le parti de Le Pen renforce son assise par rapport à 2001 dans les Alpes-de-Haute-Provence, les Hautes-Alpes, le sud de l'Ardèche et la Drôme.
- 46 Le séisme du premier tour des élections présidentielles de 2002 avait amené les commentateurs à évoquer des réalignements électoraux durables. D'autres avaient vu dans les élections législatives qui suivirent un retour au vote utile, sonnait le glas des « petites listes » en dehors des trois blocs dominants. Ces élections régionales montrent comment sur des clivages anciens (rapport de force gauche/droite assez stable) continuent de se greffer des enjeux nouveaux (Verts, CPNT...) ou en constante évolution (Front national).

NOTES

1. En passant néanmoins de 109 à 30 députés.
 2. Réalisé à partir de données Ifop.
 3. Cotes de popularité Ifop pour le Journal Du Dimanche
 4. 2002, " Les nouvelles spatialités des comportements électoraux français, l'exemple des élections présidentielles 1981-1995 ", avec Sylviano Freire-Diaz, revue électronique Cybergéo
 5. 2003, "Le vote Saint-Josse : la protestation en campagne", in "le vote de tous les refus", collection "chroniques électorales", dir Colette Ysmal et Pascal perrineau, p 311-338, presses de Sciences Po.
 6. Une récente étude réalisée par l'Ifop indiquait que l'audience du FN parmi les agriculteurs avait doublé depuis 1999.
-

AUTEURS

MICHEL BUSSI

directeur du laboratoire MTG - Université de Rouen

CÉLINE COLANGE

doctorante - Université de Rouen

JEAN-PAUL GOSSET

Assistant Ingénieur CNRS - UMR IDEES - Université de Rouen

JÉRÔME FOURQUET

Institut CSA - Université de Caen